



ECONOMIE

Risque pays: Le Maroc hors

• Paiements et recouvrements y sont satisfaisants

• Coface maintient sa double notation A4

• Cours de pétrole, instabilité: l'Algérie aux abois

COFACE maintient sa notation au Maroc. Elle crédite le pays d'une double A 4. Cela veut dire que le risque pays et l'évaluation du climat des affaires sont convenables. Mieux, l'assureur crédit anticipe une embellie en 2015. Selon son appréciation, tous les indicateurs économiques s'améliorent. En Afrique du Nord, le Maroc fait plutôt l'exception. Pour de multiples raisons, les économies

algérienne, tunisienne et égyptienne sont dans la tourmente. Certes, le voisin de l'Est est noté A4 pour le risque pays mais il n'est crédité que de la note B pour l'environnement des affaires. Cette dernière évaluation traduit un risque de paiement «assez élevé». Elle s'explique par la forte dépendance de l'Algérie aux hydrocarbures conjuguée aux problèmes d'utilisation de cette rente. S'ajoutent

également le poids excessif du secteur public et la lourdeur bureaucratique. Sans oublier les faiblesses du secteur financier. La baisse des cours des hydrocarbures affecte de plein fouet l'économie algérienne. Celle-ci en dépend pour près de 40% de son PIB. Les autres activités devraient également subir les contrecoups du repli des cours du brut en raison de la réduction des investissements publics.

La Tunisie n'est pas bien lotie. Elle est doublement notée B. Risque assez élevé aussi bien en ce qui concerne l'évaluation de l'économie du pays que de son climat des affaires. C'est que le secteur touristique, principale activité après l'agriculture, reste confronté aux problèmes politico-sécuritaires. Les déprogrammations TO pleuvent à Tunis. Le pays de la révolution du Jasmin enregistre également un taux de chômage élevé et de fortes inégalités sociales. Au bas de l'échelle des pays de l'Afrique du Nord, figure bien évidemment la Libye, avec un risque très élevé sur toute la ligne. Néanmoins, l'Egypte est tout proche. Le risque pays est jugé «élevé» et celui du climat des affaires est «assez élevé».

Système bancaire, le plus développé d'Afrique

Au chapitre des points forts, l'Egypte dispose d'un potentiel touristique indéniable, d'une dette publique gérable et du soutien financier des monarchies du Golfe et des pays occidentaux. Mais ses faiblesses demeurent le chômage, la pauvreté d'une grande masse de la population (40%), du niveau assez bas des réserves de changes et le creusement des déficits jumeaux.

A l'opposé, le Maroc se distingue par un climat des affaires en amélioration constante. Selon l'assureur crédit, les réformes se poursuivent mais des efforts sont nécessaires en matière de simplification des procédures administratives et de l'accès au foncier.

Quant au système bancaire, le plus développé d'Afrique (hors Afrique du Sud), il demeure suffisamment capitalisé et rentable. Et Coface se félicite «du paiement correct ainsi que des taux de recouvrement satisfaisants. Toutefois, le financement des TPE/PME reste problématique car elles n'ont qu'un accès limité au crédit bancaire.

En 2015, la croissance devrait accélérer grâce aux bonnes performances du secteur agricole dont la valeur ajoutée devrait être appréciée de 16,1% au 3e trimestre. Les exportations continue-

zone de turbulences

raient leur progression, portée par l'augmentation de la demande adressée au Maroc conséquence de la reprise constatée en Europe. Cette demande concerne en particulier les produits agricoles et agroalimentaires et la construction automobile. La demande domestique aurait poursuivi la tendance haussière observée lors des deux premiers trimestres 2015 favorisée par une faible inflation (1,9%).

nution graduelle sur les produits énergétiques, entamée en 2012, permettra de réduire de nouveau le déficit budgétaire en 2015.

Le creusement du déficit du compte courant a amené le pays à s'endetter. Seulement, l'endettement public est pour l'essentiel. Et la part externe est remboursable à des conditions concessionnelles, donc avantageuses.

Le compte courant devrait se résorber en partie en 2015. La prévision du Coface le situe à 3,3% du PIB contre 2,8% par la Banque centrale. (*Voir l'édition du mercredi 23 septembre*). Dans cette perspective, le Maroc n'aura pas recours à la ligne de précaution et de liquidité du FMI. Pour Coface, «le pays dispose désormais d'une capacité accrue de résistance à une crise de change».

Alors qu'en juillet dernier, le FMI avait confirmé la reconduction de cette ligne sur deux ans mais sur la base d'un montant de 5 milliards de DH au lieu de 6 milliards auparavant. □

A. G.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Le poids des émergents

POUR la quatrième année consécutive, la croissance mondiale ne passera pas la barre des 3%. En début d'année, ce niveau paraissait optimal. Des politiques monétaires expansionnistes, la chute du prix du pétrole ou encore des budgets moins resserrés devaient permettre son accélération. Mais il n'en a rien été. A qui la faute? «Aux émergents principalement», estime la Coface.

La Russie et le Brésil sont en récession profonde, tandis que l'activité ralentit plus fortement que prévu en Chine et ne décolle ni en Afrique du Sud ni en Turquie. Et beaucoup de pays exportateurs de matières premières sont à la peine. Dans ce contexte, les devises émergentes se déprécient fortement face au dollar. Maigre consolation : l'Inde, seul grand émergent à ne pas décevoir, avec une croissance supérieure à 7% en 2015 et l'année prochaine. Dans ce contexte, Coface revoit à la baisse plusieurs évaluations pays dans le monde émergent et notamment en Amérique latine, qui sera en récession cette année : Brésil, Equateur, Chili, Trinité-et-Tobago. Le niveau de risque augmente aussi en Malaisie, en Tunisie et en Arménie. A l'inverse, une perspective positive est placée sur l'évaluation de la Hongrie, symbole d'une Europe centrale qui profite de la timide reprise en zone euro. □

La formation brute de capital fixe devrait enregistrer une hausse de 1,2% au deuxième trimestre 2015 attribuable à un redressement de l'investissement industriel et à une augmentation du crédit accordé aux biens d'équipements. Le secteur non agricole devrait montrer des signes d'amélioration au troisième trimestre 2015 grâce à un raffermissement de la production industrielle et des activités tertiaires. Le secteur du BTP devrait également amorcer une légère reprise.

Toutefois, la Coface estime que «des subventions demeurent un fardeau pour les finances publiques, mais leur dimi-